

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 16 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Décevants dans l'exercice du...**
- 2) **Le coup d'un soir !**
- 3) **Il méprise les gens du Nord...**
- 4) **La Mac (r) onnerie...**
- 5) **Je reste fidèle à mon programme...**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) La gauche à la croisée des chemins – Entretien avec Emmanuel Maurel



Emmanuel Maurel

Entretien avec Emmanuel Maurel, eurodéputé PS, animateur du courant Maintenant La Gauche au sein du PS et soutien d'Arnaud Montebourg pour les primaires du PS. Au programme : littérature, primaires du PS et crise de la social-démocratie européenne.

Vous êtes un des derniers littéraires de la classe politique. Lorsque l'on pense à François Mitterrand et à l'image qu'il s'est construite, l'homme de lettre, ayant un rapport charnel à la culture française, ressort immédiatement. Depuis trente ans, le personnel politique a subi un profond renouvellement, laissant toujours plus de place aux discours et aux logiques de gestionnaires. On pense évidemment à la fameuse « inversion de la courbe du chômage

et l'on voit parallèlement l'autorité de l'État s'affaiblir de plus en plus. Selon vous, quel rapport la culture littéraire entretient-elle avec la politique et avec l'autorité ?

Je ne suis pas du tout un des derniers littéraires du PS ou de ce que vous appelez de la classe politique ! Je lis beaucoup de livres, comme nombre de Français et nombre de collègues. Le problème réside dans le fait que la littérature et la politique sont vécues comme deux activités étanches. Puisque vous parlez de François Mitterrand, si l'on retient à ce point cet aspect de lui, qu'il aimait par ailleurs mettre en scène, c'est parce que ses lectures irriguaient en permanence son action et ses discours. En réalité, plus qu'à une disparition des littéraires, nous assistons à un

phénomène de normalisation du langage politique qui s'assèche progressivement de ce qui l'irriguait autrefois, au profit, trop souvent, d'une novlangue technoïde déconnectée de la réalité vécue par les gens.

Cela est en partie lié à la formation du personnel politique, et notamment au rôle important que joue l'ENA dans la production de ce personnel. Mais c'est aussi lié à l'imprégnation de l'idéologie managériale, qui promeut des discours à coup de chiffres et de pourcentages. **La fameuse phrase de François Hollande sur « l'inversion de la courbe du chômage » en est un pur produit.**

Néanmoins, cette impression d'étanchéité ne vient pas uniquement des acteurs politiques. Ce qu'on appelait jadis la « littérature engagée », qui a produit le meilleur et le pire, a pratiquement disparu en France, à quelques heures exceptions près (je pense par exemple au roman puissant de Gerard Mordillat, *Les vivants et les morts*). Et même lorsqu'elle est fortement ancrée dans la réalité (c'est le cas par exemple des ouvrages de Michel Houellebecq) c'est sur un mode (faussement) indifférent. Mais rien n'est définitif. Ainsi, cette année, on a pu lire un formidable roman politique, *Règne animal* de Jean-Baptiste Del Amo, qui aborde le thème de la condition animale et dénonce, dans une langue superbe, les dérives liées à la volonté humaine d'exploiter la nature de manière irraisonnée. C'est âpre, et ça change des bluettes germanopratines !

Le rapport entre l'autorité et la culture littéraire, c'est une question difficile que je ne suis pas sûr de comprendre et à laquelle je ne sais pas vraiment répondre. L'autorité ne se décrète pas évidemment, elle est souvent naturelle, liée parfois simplement à une posture, à une façon de poser sa voix, à l'éloquence aussi (qui évidemment est nourrie de lectures). Après, il y a une détermination dans l'action qui renforce l'autorité, et puis aussi, sûrement, **une volonté, celle d'inscrire cette action dans le temps, de laisser des traces dans l'histoire nationale.** François Mitterrand, encore, avait le souci permanent de la préservation du patrimoine et en même temps de l'invention d'une architecture. C'est banal que de le rappeler, mais c'est vrai que c'est un Président bâtisseur. À La fois obsédé par le passé et soucieux de l'avenir. Hollande et Sarkozy sont fondamentalement des Présidents du pur présent.

Cette perte de culture littéraire, historique et politique est allée de pair avec une

indifférenciation politique croissante. Le discours et la politique du PS semblent avoir convergé avec ceux de LR – du moins, lorsqu'il est au pouvoir. Le fameux « cercle de la raison » cher à Alain Minc est-il une réalité ? Pouvez-vous nous dire quels sont les courants idéologiques qui structurent le PS aujourd'hui ?

En réalité, l'indifférenciation dont vous parlez est moins présente en France qu'ailleurs, même si elle existe effectivement. Mais il y a en effet cette impression désagréable que les partis dits de gouvernement, de droite comme de gauche, se disputent sur l'accessoire parce qu'ils sont d'accord sur l'essentiel, c'est à dire sur les questions économiques et sociales : « baisse des charges », « lutte contre les déficits », « rigidités du marché du travail », etc. Chacun se réapproprie les mots d'ordre de la vulgate libérale, laissant à penser qu'il n'y a plus que des différences de degré, pas de nature. Avant l'alternance était vécue comme une chance, la preuve d'une démocratie vivante et d'un débat nécessaire. Aujourd'hui, elle relève plus souvent de la seule fatalité : les électeurs ont parfois l'impression que se succèdent des candidats interchangeables, enthousiasmants le temps d'une campagne mais pareillement décevants dans l'exercice du pouvoir.

Si l'alternance se résume à une oscillation molle entre deux projets qui ne sont pas antagonistes, il y a évidemment un espace politique qui se libère. Espace occupé par ceux qu'on appelle abusivement les « populistes » ou qui se revendiquent « antisystème ». Notons que ces appellations relèvent plus de la blague que du sérieux politique, **quand on voit que Macron, « populiste du centre », se targue de « révolutionner » le système.** Et certains font même mine d'y croire.

En réalité, le mot « populiste » en dit finalement plus sur celui qui l'utilise que sur celui qu'il est censé décrire. Rien n'a changé depuis les années 90, quand une majorité d'éditorialistes et de « décideurs » enamorés tenaient pour acquise l'élection d'un Edouard Balladur, formant ce que Minc, toujours inspiré, avait en effet appelé « **le cercle de la raison** ». On sait ce qu'il advint de cette conjuration des sachants. Les mêmes, ou leurs héritiers, reprennent aujourd'hui le flambeau de la lutte ardente contre le populisme, **sans mesurer qu'en qualifiant tous ceux qui pensent différemment d'eux par ce terme, ils finissent par le rendre inopérant et... populaire.**

Revenons à votre question, celle relative à l'« indifférenciation ». Il ne faut pas négliger les résistances qui existent encore dans le PS. Celui-ci est aujourd'hui structuré par trois grands courants. Un premier qui est acquis à l'idéologie dominante : Il faut accepter les principes du néolibéralisme tout en limitant les dégâts sur notre modèle social et en professant un certain progressisme sociétal. Un deuxième, composé des ceux qu'on a appelé « frondeurs », est à la fois attaché au rassemblement de la gauche et à l'héritage socialiste. Enfin, ceux qui se revendiquent d'une tradition centrale, qui a longtemps été majoritaire au PS, et qui, dans le sillage de Mitterrand et Jospin, prétendait précisément faire la synthèse entre les différents courants de pensée qui coexistaient, plutôt bien d'ailleurs, depuis Épinay. A l'issue du quinquennat de François Hollande (qui a vu notamment un premier ministre socialiste théoriser les deux gauches irréconciliables, laissant à penser que la ligne de fracture passait aussi au sein du PS) la question est de savoir si cette tradition là peut perdurer.

Je vais un peu vite et les choses sont évidemment un peu compliquées. Peut être faudrait il plutôt organiser la réflexion autour de plusieurs axes : le couple libéral/antilibéral, l'axe démocrate/républicain voire même europhile/eurocritique (même si le débat sur l'Europe porte moins sur le constat et les objectifs que sur les moyens de transformer l'Union).

Après que Marie-Noëlle Lienemann a jeté l'éponge, vous avez fait le choix de soutenir Arnaud Montebourg pour les primaires qui viennent. Pourtant, vous semblez politiquement proche de Benoît Hamon. Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à faire ce choix ?

Le choix de soutenir Arnaud Montebourg plutôt que Benoît Hamon est rationnel. A l'origine, j'étais partisan d'une candidature unique de tous ceux qui critiquaient le tournant libéral qu'a occasionné le quinquennat de François Hollande. Malheureusement, cela ne s'est pas fait.

J'ai donc comparé les deux programmes et, même si je suis souvent d'accord avec Hamon, **je ne me reconnais pas dans certains de ces thèmes de campagne qui sont mis en avant, à commencer par revenu universel** et les références idéologiques qui sous-tendent cette proposition. Ce que défend Montebourg me convient mieux. Son projet, qui réaffirme le rôle de l'État dans la vie économique, favorable à une relance

keynésienne, attaché à une certaine tradition républicaine, mettant en avant le « made in France » et la réforme des institutions, me semble être ce dont notre pays a effectivement besoin aujourd'hui.

Peut être qu'on n'échappe pas totalement à nos choix originels : il y a quelque chose de l'opposition ancienne entre la première et la deuxième gauche (l'atténuation du rôle de l'État, la réflexion sur la fin du travail, la relativisation des impératifs de croissance) qui subsiste dans ce débat de primaire. Je reconnais que Benoit met dans le débat des éléments prospectifs dignes d'intérêt. Cependant, j'ai l'impression **qu'il y a un décalage vis à vis de l'urgence de la présidentielle**. C'est une question de temporalité : l'élection est dans quelques mois, les Français attendent des réponses précises pour répondre à l'urgence, celle du chômage de masse et celle de la persistance des inégalités.

Étiez-vous favorable aux primaires ? L'absence d'Emmanuel Macron et celle de Jean-Luc Mélenchon mettent la pression sur le PS. Les primaires ne risquent-elles pas d'être un révélateur des fragilités du PS ?

Il y a quelques années, je n'étais pas favorable aux primaires. Il s'agit d'un processus très Vème République, qui contourne les partis, qui centre la compétition politique sur la personnalité et qui, par ailleurs, surreprésente les catégories sociales les plus aisées au détriment des catégories populaires.

Ceci dit, force est de constater que dans un contexte de défiance très forte vis à vis des partis et surtout d'absence de leadership, les primaires peuvent être un outil pertinent pour donner de la légitimité à un candidat. Dès 2014, dans une interview au Monde, je disais qu'il y aurait une primaire en 2016 (bon finalement c'est début 2017). **En fait, je pense que le PS ne pouvait pas échapper aux primaires à partir du moment où François Hollande n'apparaissait pas comme le candidat naturel du PS**, ce qui est devenu encore plus évident après la loi travail et la déchéance de nationalité.

Il est clair que les primaires sont risquées pour le PS. Si la participation est faible, si donc la primaire est un demi-échec ou un demi-succès, l'instrument de légitimation pourrait se transformer en instrument de délégitimation.

Mais le principal problème du PS, c'est surtout la configuration politique à gauche de la

présidentielle. En effet, **il n'est pas impossible que l'électorat considère qu'au fond, le vrai débat est entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron.** Ce risque est moindre pour les législatives car le PS dispose d'élus identifiés et implantés alors que ni Mélenchon ni Macron n'ont un parti enraciné sur le territoire. C'est la raison pour laquelle certains prédisent la SFIOisation du PS. La SFIO, à la fin de sa vie, malgré des scores aux élections nationales très modestes, continuait à exister dans des places fortes locales.

C'est une issue possible même si, heureusement, ce n'est pas la seule.

Le PS semble dans une situation bien compliquée. Néanmoins, et à sa décharge, c'est toute la social-démocratie européenne qui vit une crise aiguë. Outre le cas paroxystique du PASOK, le PSOE est concurrencé par Podemos, le PS Belge est talonné par le PtB dans les sondages, le PVDA néerlandais touche le fond, Matteo Renzi a subi un désaveu cinglant et le SPD allemand paiechèrement la grande coalition et le souvenir des réformes Schröder. Seul le PS portugais, qui a fait le choix de s'allier avec la gauche radicale, semble en état de gouverner. Comment analysez-vous cette crise ? La crise de la social-démocratie n'est-elle pas aussi une crise de la construction européenne et de l'euro en général ?

La crise de la social-démocratie européenne est essentiellement liée à sa sidération devant la puissance (et la violence) du capitalisme financier transnational, des conséquences de cette « mondialisation libérale » dans la vie des hommes et des sociétés. Et cette sidération débouche parfois sur une forme de défaitisme interrogatif : comment faire pour contenir cette puissance, pour empêcher la progression vertigineuse des inégalités, pour remettre l'humain dans un monde où l'argent est la mesure de toute chose, pour répondre aux angoisses consécutives à cette nouvelle donne ? Le peut-on vraiment ?

Tous les partis cités ont connu des périodes d'hésitation, ont fait un choix, le plus souvent celui d'un accompagnement du système qu'il s'agissait d'améliorer à la marge (blairisme, schroderisme, etc) et se sont rapprochés du modèle du Parti Démocrate étatsunien (tout en gardant, dans le cas allemand ou britannique, des liens organiques avec les syndicats de travailleurs).

Tous les partis sociaux-démocrates sont touchés. Comme on a pu le voir au cours des dernières primaires de LR, **les partis conservateurs ont un socle électoral encore à peu près stable.** Alors que l'électorat traditionnel de la social-démocratie (classes moyennes et classe ouvrière) n'a pas les mêmes réflexes. Si on ajoute à ça les fractures territoriales qu'on observe dans quasiment tous les pays occidentaux, on mesure la difficulté des sociaux démocrates. Comment conserver le vote des métropoles sans perdre celui des périphéries, commence concilier les intérêts de plus en plus divergents ? Personne ne trouve de réponse satisfaisante face à cette crise idéologique et sociologique.

A cela s'ajoutent des éléments de crispation identitaire sur l'immigration et souvent l'islam. La gauche se trouve devant une énorme difficulté : prendre en compte cette insécurité culturelle sans jamais verser, évidemment, dans des réponses nationalistes ou excluantes. Je pense qu'en France **une réponse républicaine reste d'actualité si elle promeut l'égalité, et l'idée d'un citoyen autonome de tous les clergés et de toutes les autorités naturelles.** Il faut donc faire attention à l'acceptation progressive des revendications identitaires, et à la progression d'une forme de différentialisme à gauche. Jean Birnbaum, dans *Le silence religieux*, fait une analyse brillante de ce phénomène.

Enfin, outre ces problèmes économiques et culturels, se pose, comme vous l'avez souligné, la question de l'Union Européenne. Celle-ci, au moins depuis l'acte unique, s'est construite à partir des exigences des tenants de ce qu'on a appelé l'idéologie ordolibérale. Les sociaux démocrates, **la gauche en général, a beau en appeler à « l'Europe sociale », les résultats tardent à venir, c'est le moins qu'on puisse dire.** L'élargissement a encore compliqué la tâche. Nous pouvons encore imaginer une autre Europe qui fonctionne sur des principes de solidarité et de coopération. Mais aujourd'hui, force est de reconnaître qu'on a au contraire à la fois une Europe de la compétition interne (dumping fiscal et social), et en même temps un arsenal de règles et de sanction à destination des États membres rétifs à la sacro sainte discipline budgétaire.

La crise grecque, a été pour moi un choc violent, traumatisant, qui m'a affecté intimement : la domination sans partage de l'Allemagne qui a fait de l'euro sa chasse gardée et qui poursuit de sa vindicte tous les hétérodoxes qui menacent les économies de ses vieux épargnants, la névrose

obsessionnelle de la classe dominante et des marchés pour la dette qui n'a de publique que le nom puisque qu'elle croît souvent pour réparer les erreurs, les errements des institutions financières et les politiques qu'elles inspirent, le caractère résolument post démocratique du traitement de la crise grecque par une partie des dirigeants européens, **traitant Tsipras au mieux comme un grand enfant fofou qu'il faut calmer, au pire comme un populiste rouge qu'il faut briser au plus vite.** L'Europe a été bien plus sévère avec le premier ministre grec qu'avec Orban, le sinistre chef du gouvernement hongrois.

Toutes les mesures vexatoires exigées à l'encontre des pays à la périphérie de l'UE sont de nature à empirer la situation. Sauver l'Union implique donc de faire comprendre à certains de nos partenaires, et au premier chef les Allemands, que si l'on continue comme ça, à terme, nous assisterons à la mort de ce projet qui nous a longtemps fait rêver. Nous n'avons donc pas le choix : il faut installer un rapport de force dur.

Propos recueillis par Lenny Benbara pour LVSL

Crédit photo : Margot L'hermite

lvsl.fr/gauche

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Benoît Hamon : «Je ne suis pas le coup d'un soir»

Par Rachid Laïreche, Envoyé spécial à Marseille janvier 2017



Benoît Hamon en meeting à Marseille le 13 janvier 2017. Photo Patrick Gherdoussi pour Libération.

Vendredi, le challenger de la primaire a passé sa soirée à Marseille. Devant 600 personnes, il a défendu son projet et confirmé sa «dynamique».

Un retour sur le terrain. Vendredi après-midi. Benoît Hamon est posé dans le TGV : direction Marseille. On revient sur le premier débat. Il raconte le stress, la fatigue, la frustration de ne pas développer ses idées. Le candidat n'a pas l'air très content de la prestation globale. Et de la sienne: «Je n'aime pas trop ce genre d'exercice mais je crois que ce n'était pas trop mal.» Il débrieife par téléphone : le frangin, la mère, les potes. Le train avance vers le sud. Le député enchaîne les cafés et cause des coulisses du débat et du prochain qui arrive à grande vitesse. Le tout en «off».

Le train se gare à Saint-Charles. Une poignée de vigiles l'attend sur le quai. Benoît Hamon, et sa parka, grimpe dans une voiture avec son équipe. On embarque avec les vigiles. Ils parlent de la primaire et du PS. Rigolent. Des trucs qu'on a pas le droit de raconter pour éviter de les «griller». Dommage: c'est drôle et pertinent. Le service de sécurité suit tous les élus à travers le territoire depuis des années. Les dossiers s'empilent dans leur tête.

Il est plus léger

On retrouve Benoît Hamon après un arrêt chez la presse locale. Cette fois, on grimpe avec lui en voiture. Le candidat jette un œil dans le rétroviseur. Le tout en «on»: «Ma campagne est en dynamique sur des bases saines. J'ai un vrai projet : je ne suis pas le coup d'un soir.» Selon lui, l'idylle est née à Toulouse le 1er décembre. Ce soir-là, Hamon est en meeting et Hollande jette son tablier devant toutes les chaînes de téléés. «Il nous a permis de nous tourner vers l'avenir et surtout, d'éviter que cette primaire se transforme seulement en bilan du quinquennat», argumente-t-il.

Hamon s'engouffre dans la brèche et change de statut. Il enfile le costume de challenger. «Cet été, après l'annonce de ma candidature, certains proches de Montebourg espéraient que je n'aille pas au bout. Il y avait une sorte de condescendance», dit-il avec un petit sourire. Aujourd'hui, le match est serré entre les deux ailiers gauche de la rue de Solférino. Hamon ne s'aventure pas au jeu des pronostics. Il confie ses désirs sur la participation des jeunes pour faire la différence dans l'urne : le candidat est conscient que c'est un public volatile.



La voiture arrive à l'Espace Julien, une charmante salle du centre-ville. Il est 19 heures 30. L'équipe de Benoît Hamon flippe. Elle a très peu d'indices sur la participation. La dynamique a-t-elle touché Marseille ? La salle peut contenir près de 450 personnes. Très vite, l'organisation annonce 600 personnes. Le pari est réussi. Mathieu Hanotin, le directeur de campagne, déambule entre les âmes avec le sourire. Il est plus léger. Le candidat, lui, monte sur scène avec du son pour les jeunes. Le morceau: Prayer in C de Lilly Wood and the Prick.

En introduction, la parole est donnée à des acteurs de la société civile. Puis, Hamon se pointe derrière le micro. Le chronomètre s'enclenche dans la tête de son staff : une heure maximum. Pas moyen de se défoncer la voix durant deux heures. Le lendemain la journée est chargée : retour sur Paris et oral devant les jeunes socialistes. Et dimanche, c'est le second débat.

«On réalise la meilleure campagne de cette primaire»

Benoît Hamon n'est pas au top de sa forme. La fatigue se mélange à un petit rhume. Il détaille quelques lignes de son programme avec pédagogie. Le temps tourne. Il termine par des anecdotes. Le candidat revient (une nouvelle fois) sur son début de campagne et les critiques. «Selon

mon entourage je devais faire plus président. Comme si on avait besoin d'un homme providentiel, d'un génie. De toutes les manières, c'est toujours pareil : la droite fait référence à De Gaulle et la gauche à Mitterrand. Bientôt, vous verrez mes concurrents avec une écharpe et un chapeau.» La salle se gondole.

Il ne s'arrête pas en route et explique à sa manière qu'il veut se mettre à hauteur de la foule: «C'est vrai qu'avec mon mouchoir et mon rhume je n'ai pas trop la posture d'un président.» Rires. Le meeting se termine en musique. Benoît Hamon descend de la scène. Serre des pognes avant de retrouver quelques proches à l'étage pour un «apéro». Tout le monde à l'air content.

La soirée touche à sa fin. Enfin presque. Benoît Hamon quitte l'Espace Julien sous le froid. Son équipe l'entoure. Un dernier verre dans un rade avec de rejoindre l'hôtel, près de la gare. Il s'évade de la politique et fait dans l'humour. Sa manière de marquer une petite pause. Les prochains jours s'annoncent coriaces. Deux débats et des déplacements: Clermont, Bordeaux, Toulouse. Il y a aussi un grand meeting à Paris le mercredi 18 : le député espère réunir 3000 personnes. Mathieu Hanotin ne se montre pas inquiet. Confiant : «On a réussi à imposer nos sujets et créer une dynamique. On réalise la meilleure campagne de cette primaire.» Possible.

Reste à savoir si la campagne se transforme dans les urnes.

Rachid Laïreche Envoyé spécial à Marseille



III) Emmanuel Macron critiqué après avoir évoqué l'alcoolisme dans le bassin minier du nord de la France

En visite dans le Nord de la France, l'ancien ministre de l'économie est accusé de "mépriser" les habitants du bassin minier.

Romain Hereros Journaliste politique



Fabrizio Bensch / Reuters Emmanuel Macron en Allemagne, le 10 janvier. REUTERS/Fabrizio Bensch

"Il doit s'excuser et vite". Emmanuel Macron, en visite dans le Nord, s'est attiré les foudres de nombreux politiques pour avoir affirmé selon L'Avenir de l'Artois que "l'alcoolisme et le tabagisme se sont peu à peu installés dans le bassin minier".

"Il faut traiter cela en urgence afin de rendre le quotidien de ces personnes meilleur", indiquait le candidat "En Marche" à l'occasion d'une visite à Nœux-les-Mines.

"Ici une série de difficultés qui se sont

accumulées, la difficulté économique, l'effondrement de la mine (...). Sur cet effondrement il y a eu des problèmes sanitaires et sociaux", avait fait valoir l'ancien ministre de l'Economie. "Dans ce bassin minier, les soins se sont moins bien faits, il y a beaucoup de tabagisme et d'alcoolisme, l'espérance de vie s'est réduite, elle est de plusieurs années inférieure à la moyenne nationale", avait-il enchaîné.

Très vite, ses adversaires politiques se sont engouffrés dans la brèche pour instruire un procès en "mépris" à l'ancien locataire de Bercy.

"Avec sa morgue de banquier parisien, Macron insulte toute la population du bassin minier !", s'est emporté sur Twitter Steeve Briois, maire Front national de Hénin-Beaumont, où Emmanuel Macron s'est aussi rendu vendredi. "Terrible mépris social chez Macron. Le vernis craque très vite", a renchéri le numéro 2 du parti de Marine Le Pen, Florian Philippot.

Un cadre départemental du FN est allé jusqu'à comparer ces propos à la banderole polémique déployée par les supporters du PSG dans un match contre Lens.

Avec sa morgue de banquier parisien, Macron insulte toute la population du bassin minier ! Il doit s'excuser et vite <https://t.co/ut7cOzv3I>

— Steeve Briois (@SteeveBriois) 14 janvier 2017

Terrible mépris social chez Macron. Le vernis craque très vite. pic.twitter.com/4fy2PKJrn6

— Florian Philippot (@f_philippot) 14 janvier 2017

Après les "illettrés bretons", le banquier Macron insulte les gens du Nord "alcooliques". Voilà un monsieur suffisant mais pas nécessaire !

— Gérald DARMANIN (@GDarmanin) 14 janvier 2017

"Alcoolisme et tabagisme", voilà comment #Macron décrit la population du Pas-de-Calais.

On avait pas fait pire depuis la banderole du PSG pic.twitter.com/m9kQ2vIqQf

— Grégory Roose (@gregoryroose) 14 janvier 2017

Il n'y a pas qu'à l'extrême droite que ces propos ont fait réagir. Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, a dénoncé un "Emmanuel Macron qui méprise le peuple", faisant notamment référence aux autres sorties polémiques de la personnalité politique préférée des Français.

Idem du côté de Marine Tondelier (EELV), élue d'opposition à Hénin-Beaumont.

"Analphabètes, alcooliques, fumeurs, #costard"@EmmanuelMacron. Qui méprise le peuple, méprise la France. <https://t.co/zIEeBnhVUI>

— Pierre Laurent (@plarent_pcf) 14 janvier 2017

... Il a juste oublié la consanguinité je crois sinon c'est la totale. Ce mec est quand même vraiment un cas #Macron #HéninBeaumont #Noeux <https://t.co/9yEC9Xe9FU>

— Marine Tondelier (@marinetondelier) 14 janvier 2017

L'alcoolisme dans le bassin minier

Au delà des caricatures et des lieux-communs, le bassin minier du Nord de la France est pourtant bien touché par l'alcoolisme. Si la géographie de l'alcoolisme confirme une surconsommation dans la région du Nord-Pas-de-Calais (comme c'est également le cas dans en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées), elle n'explique pas la spécificité de ce secteur, pointée en 2013 dans un rapport de la Mission Bassin Minier Nord-Pas de Calais.

"La surmortalité est la plus nette pour les décès liés à l'alcoolisme : leur nombre est supérieur de 87 % chez les hommes et 138 % chez les femmes à ce que l'on aurait observé dans le Nord-Pas de Calais si la mortalité y était la même qu'en France. La surmortalité régionale est également très élevée pour les décès liés au tabagisme et, chez les femmes, au diabète", indique l'étude.

"Il y a des poches de pauvreté, où l'on retrouve des comportements d'alcoolisme, de fuite, d'addiction, un déficit d'éducation...", expliquait en 2008 Jean-François Caron (EELV), maire de Loos-en-Gohelle, dans un rapport de l'Observatoire régional de la santé consacré au bassin minier. Interrogé sur les besoins du secteur, ce dernier demandait alors "des centres d'alcoologie plus que des scanners, même s'il nous manque aussi des scanners..."

Une situation qui n'empêche pourtant pas Steve

Briois de dénoncer "l'abject mépris de classe d'Emmanuel Macron". Dans un communiqué, il estime que le candidat "humilie encore une fois les classes populaires et les habitants de notre région, en relayant des clichés dignes de l'ignoble banderole déployée il y a une dizaine d'années".

Alors qu'il doit tenir ce samedi un meeting à Lille, Emmanuel Macron fait l'objet de nombreuses critiques sur sa tournée nordiste. Hier, le Front national dénonçait le "safari" du candidat à la présidentielle, accusé de vouloir repartir du Nord "avec de belles photos".

huffingtonpost.fr

IV) Régressif, vieillot, conservateur : deux économistes se paient Macron

Actualités du 8 septembre 2016

Novateur Macron? Certainement pas! Pour Thomas Porcher et Frédéric Farah, auteurs d'Introduction inquiète à la Macron-économie, il n'est que l'avatar d'une idéologie vieillotte, régressive et binaire.



L'ex-ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, est étrillé par deux économistes. ERIC PIERMONT/AFP



Héloïse de Neuville Journaliste

Ne vous laissez pas séduire par son jeune âge, sa gueule de jeune premier et son story-telling de "réformateur au franc-parler". Derrière l'image de l'homme politique "innovateur et audacieux" qu'Emmanuel Macron façonne minutieusement, se cacherait en réalité un homme politique aux idées régressives, vieillottes et binaires. Voici la thèse pour le moins à contre-courant des deux économistes plutôt classés à gauche, Thomas Porcher* et Frédéric Farah*. Ils sont les auteurs d'Introduction inquiète à la Macron-économie, un ouvrage critique de la rhétorique d'Emmanuel Macron, qui sera publié le 6 octobre aux éditions des Petits matins.

Leur méthode? Décrypter en 13 chapitres, 13 formules qui ont contribué à rendre célèbre l'ancien locataire de Bercy, afin de les confronter à leur vision de l'économie, radicalement différente de celle d'Emmanuelle Macron. "On voulait montrer que derrière les phrases chocs qui paraissent de bon sens, ses raisonnements économiques n'ont rien de nouveau. Ils sont mis en place depuis pratiquement une trentaine d'années et ne donnent aucuns résultats", explique Thomas Porcher, membre des économistes atterrés.

L'analyse se fonde sur une méthode simple: la confrontation des idées de Macron à l'épreuve des décisions économiques prises depuis 1945 et les résultats qu'elles auraient démontré en France et dans le monde. "C'est important de le faire car la mémoire concernant les effets des politiques appliquées semble de plus en plus courte", ajoute Thomas Porcher.

C'est dans les vieux pots qu'on fait les pires soupes

"L'Etat doit continuer à donner plus de souplesse au marché du travail", assène l'ex-ministre de l'Economie ? "Une analyse de ces trente dernières années montre au contraire que 17 réformes visant à flexibiliser le marché du travail français ont été mises en place entre 2000 et 2013, sans que le chômage ne recule", rétorquent les deux auteurs. Ils rappellent au passage qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur la corrélation entre flexibilité du marché de l'emploi et niveau de chômage.

"Si j'étais chômeur je n'attendrais pas tout de l'autre", est une autre petite phrase qui exaspère les deux auteurs. "Si l'on suit le raisonnement de l'ex-ministre de l'Economie, il y aurait donc d'un côté des 'travailleurs courageux' acceptant un salaire faible pour travailler coûte que coûte, et de

l'autre des 'fainéants', qui, au même salaire, préfèrent le loisir. Or à l'épreuve des faits, cette représentation du chômeur paresseux ne tient pas sauf à penser qu'il y a des périodes d'épidémie de paresse, notamment au moment des crises de 1929 et 2008", relève non sans ironie Frédéric Farah et Thomas Porcher.

Une des critiques les plus virulentes des économistes, se porte également sur ce qu'ils pensent être une opération menée par Emmanuel Macron pour décrédibiliser toute forme d'alternative à gauche. Des déclarations comme "toute autre politique est un mirage" ou "le FN est un Syriza à la française" montrent selon eux, que l'ex ministre a une vision binaire du monde: "ouverture vs repli", "pro-européen vs eurosceptique", "nucléaire contre le retour à la bougie". "Ce schéma qui interdit la réflexion est clairement un danger pour la démocratie », s'inquiètent-ils.

"Un élève modèle de Bruxelles, qui suit l'air du temps"

Sur le bilan du ministre, les deux auteurs ne sont pas plus tendres: "Une pâle copie de ce qui s'est fait quelques années plus tôt en Italie et en Espagne", tranchent-ils. La loi Macron est en effet selon eux un duplicate de la loi italienne Libéralisation et promotion de la concurrence et de la compétitivité, conduite, elle aussi par "un gouvernement dit de gauche", celui de Romano Prodi. Le genre de réforme grégaire dans la droite mouvance d'une Europe libérale qui fait de Macron "un élève modèle de la commission européenne (...) "incapable de faire autrement de suivre l'air du temps".

Enfin, et c'est peut-être le constat la plus acerbe de l'ouvrage, au-delà des critiques sur le diagnostic et les solutions proposées par Emmanuel Macron. Frédéric Farah et Thomas Porcher lui reprochent surtout de manquer d'une grande vision industrielle pour la France. "Il est incapable d'identifier les voies d'avenir, or la transition énergétique offre des espaces d'innovations à tous les étages", regrette Thomas Porcher. "On aurait aimé qu'il se pose les vraies questions, comme, par exemple, pourquoi nous n'avons pas de géant de la téléphonie mobile en France comme Apple ou Samsung ? Il devrait challenger les chefs d'entreprises et ouvrir des voies, mettre en place un état stratège et des espaces d'innovation ».

Un homme sans vision

Or les auteurs regrettent que la grille d'analyse et la vision d'Emmanuel Macron, soit finalement bien trop courte pour être réellement convaincante. "Les problèmes d'une entreprise, quel que soit le secteur, ne peuvent provenir, pour lui, que d'un manque de compétitivité/coût et plus précisément d'un compromis social trop généreux avec le salarié", s'étranglent-ils. "Quel que soit le rôle qu'il sera amené à jouer dans le futur, il est certain qu'il ne sera pas cet homme providentiel offrant à la France un nouvel horizon plus solidaire et écologique", concluent-t-ils.

Voilà un ouvrage qui ne devrait pas aider Emmanuel Macron qui tente en ce moment de se prévaloir de son expertise ministérielle et de son image d'homme politique iconoclaste. Un défaut d'image qui pourrait être d'autant plus problématique que les Français espèrent désespérément trouver des nouveaux visages pour la prochaine élection présidentielle.

**Frédéric Farah est diplômé de Sciences Po Paris, professeur en classes préparatoires, chargé d'enseignement à l'université de Paris V.*

**Thomas Porcher est docteur en économie de l'université Paris Panthéon-Sorbonne, professeur associé à Paris School of Business. Il est membre des Économistes atterrés.*

challenges.fr

V) François Fillon, officiellement investi, promet de rester fidèle à son programme

François Fillon, toujours favori des sondages à trois mois de la présidentielle, a été officiellement investi samedi à Paris candidat de la droite, promettant de "ne céder à aucune intimidation" venue de la gauche ou de son propre camp.

Devant le Conseil national de son parti réuni à la Mutualité en présence de plus de 2.500 personnes, selon les organisateurs, François Fillon s'est montré déterminé à ne "pas changer" son projet, qualifié de "brutal" par ses adversaires de gauche. Et de son camp, d'où fusent également des



François Fillon a été officiellement investi samedi à Paris candidat de la droite, promettant de "ne céder à aucune intimidation" ©Capture/TF1

critiques, il attend de la "discipline".

Les principaux élus LR étaient présents, Gérard Larcher, président du Sénat, Edouard Balladur et Jean-Pierre Raffarin, anciens Premiers ministres, Luc Chatel, président du CN, Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, Laurent Wauquiez, vice-président du parti, Christian Jacob, patron des députés LR, Bruno Retailleau, patron des sénateurs LR, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet ou encore Brice Hortefeux. "Je ne vais pas changer ce que je crois et ce que je veux en fonction des vapeurs des uns et des injonctions du microcosme. Il y a deux mois, je n'étais pas son candidat favori. Je n'ai pas l'intention de le devenir", a prévenu M. Fillon, qui prône "la révolution de bon sens".

"Ce projet, je vais l'expliquer, je vais le préciser, l'enrichir de vos meilleures idées, mais pas de zigzags, pas de camomille. Je m'appelle François Fillon, pas François Hollande", a prévenu M. Fillon, qui a toutefois déjà dû modifier son projet de réforme de l'assurance maladie, face aux critiques. Le député de Paris a déclenché les applaudissements de l'assistance en réaffirmant avec force qu'il n'abrogerait pas la loi sur l'interdiction du cumul des mandats, malgré la bronca d'élus de sa propre famille politique, tels Laurent Wauquiez, Christian Jacob ou Jean-François Copé (absent).

"Comment nos concitoyens pourraient-ils comprendre que nous nous occupions de nous-mêmes au lieu de nous occuper d'eux?", a-t-il demandé. "Ce serait un bien mauvais début de mandat, pour moi comme pour tous les parlementaires de notre majorité".

S'il est élu en mai prochain, il ne rétablira pas non plus la défiscalisation des heures supplémentaires, réclamée par des membres de son camp, l'une des mesures phares du quinquennat de Nicolas Sarkozy, dont il fut le seul Premier ministre.

"Si on réintroduit la défiscalisation des heures supplémentaires, alors l'intérêt de négocier un

allongement de la durée du travail disparaît: pour les salariés et même les entreprises, il vaudra bien mieux rester aux 35 heures et bénéficier des avantages fiscaux et sociaux dès la 36e heure", a-t-il expliqué. "Il m'arrive d'entendre certains à droite utiliser les mêmes mots que la gauche... Que ma victoire ait pu décevoir certains je puis le concevoir, mais j'attends de mon parti de la responsabilité et de la discipline", a-t-il lancé.

Peu auparavant, M. Wauquiez, très applaudi, lui avait lancé: "Tu n'as pas besoin de clones", mais de soutiens aux "convictions fortes". M. Fillon a également promis d'œuvrer pour la parité parce qu'il ne veut "pas d'un parti misogyne", alors que seules 36% de femmes ont été investies pour les prochaines législatives, en progression toutefois de onze points par rapport à 2012.

Des ténors LR avaient pris la parole avant lui, plusieurs en profitant pour vivement critiquer Emmanuel Macron, adversaire de M. Fillon à la présidentielle, "co-responsable" et "mauvais génie" du "matraquage fiscal" (Bruno Retailleau, Valérie Pécresse), "fils parricide de Hollande" (Jean-Pierre Raffarin), qui "conduit une opération de marketing politique mensongère" (Bernard Accoyer). Le nom de Nicolas Sarkozy, éliminé dès le premier tour de la primaire, le 20 novembre dernier, prononcé à plusieurs reprises par différentes personnalités, a été particulièrement applaudi par l'assistance.

Rédaction de France Soir et AFP



LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**

